

CCTG

Généralités communes à tous les lots

CPH Besançon

Mise en accessibilité



Maitrise d'ouvrage :

Ministère de la justice

DIRSG Grand Centre

Département immobilier
de DIJON

Version 2 : 29/10/2025

Maîtrise d'œuvre :

DECHANET Facility

85 Rue Berbisey

21000 DIJON



Table des matières

I.	PRESENTATION DE L'OPERATION	4
A.	Préambule	4
B.	Identification de l'opération	4
C.	Descriptif sommaire des travaux	4
D.	Liste des lots.....	4
II.	MARCHE – DESCRIPTION	4
A.	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	4
1.	Pièces générales	4
2.	Dévolution du marché	4
3.	Caractéristiques de la description des ouvrages	5
4.	Étude et lecture du CCTP	5
5.	Ouvrages explicitement décrits.....	6
6.	Ouvrages implicitement compris.....	6
7.	Agrément des fournitures - échantillons - prototypes d'essai	6
8.	Vérification des cotes	7
9.	Vérification des pièces écrites	7
B.	DOCUMENTS A FOURNIR	7
1.	Avant le démarrage des travaux.....	7
2.	En cours de chantier	8
3.	Dossier des ouvrages exécutés.....	8
III.	ORGANISATION DE CHANTIER.....	8
A.	Reconnaissance des lieux - prise de connaissance du projet	8
B.	Travaux en site occupé.....	8
C.	Travaux à proximité des voiries publiques.....	9
D.	Réunion de chantier	9
E.	Plans d'exécution - études techniques	9
F.	Plans d'atelier et de chantier	9
G.	Direction de l'exécution des contrats de travaux	10
H.	Livraison et stockage.....	10
IV.	GESTION DES DECHETS.....	10
A.	Déchets dangereux / déchets industriels spéciaux.....	10
B.	Déchet non dangereux non inerte / déchets industriels banals DIB	10
C.	Déchets inertes	10
V.	NETTOYAGE EN COURS ET FIN DE CHANTIER.....	11
A.	En cours de travaux.....	11

B.	En fin de chantier	11
VI.	CONTROLE - RECEPTION - LIVRAISON DES OUVRAGES	11
A.	CONTROLE RELATIF AUX ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EFFECTUEES.....	11
1.	Contrôles des normes.....	11
2.	Contrôles techniques.....	11
3.	Contrôle interne des entreprises.....	12
4.	Procès-verbaux d'essais et justificatifs.....	12
5.	Réception des supports	12
6.	Vérifications des travaux	12
VII.	OBLIGATIONS DES ENTREPRISES	13
A.	Conformité à la réglementation.....	13
B.	Constatations.....	13
C.	Obligations des résultats.....	13
D.	Traitement des déchets	13
E.	Protection des ouvrages	14
F.	Entretien et réception des ouvrages.....	14
VIII.	GARANTIES	14
A.	Garanties décennales.....	14
B.	Garantie de parfait achèvement.....	14
IX.	SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE.....	14
A.	HYGIENE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITION DE TRAVAIL.....	14
1.	Autorité du coordonnateur SPS.....	14
2.	Moyens donnés au coordonnateur SPS.....	15
3.	Obligations générales de l'entrepreneur.....	15
4.	Ouvrages de protections collectives suivant p.g.c	15
5.	Responsabilités vis à vis des ouvriers et des tiers	15
B.	PLAN D'HYGIENE ET DE SECURITE.....	15
1.	Plan général de coordination sécurité.....	15
2.	Plan particulier de sécurité.....	16
3.	Sécurité des personnes.....	16
4.	Sécurité collective.....	16
5.	Protection du chantier.....	16
X.	FINANCIER	17
1.	Situations mensuelles.....	17
2.	Décompte définitif.....	17

3.	Frais de répétition - frais imputables à l'entrepreneur	17
XI.	DONNEES DU SITE – CLASSIFICATION	17
A.	Sécurité incendie	17

I. PRESENTATION DE L'OPERATION

A. Préambule

Le présent document intitulé GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS fait intégralement partie du Cahier des Clauses Techniques Particulières de chaque corps d'état. Il constitue une pièce écrite intégrée au Dossier de Consultation des Entreprises.

B. Identification de l'opération

Le présent CCTP concerne les travaux du lot GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS dans le cadre des travaux de mise en accessibilité, située au Conseil de prud'hommes de Besançon situé 1 Ter, rue Delavelle – 25000 BESANCON, pour le compte du Ministère de la Justice – DIRSG Grand Centre – Département Immobilier de Dijon.

C. Descriptif sommaire des travaux

Le présent CCTP a pour objet de définir les travaux à exécuter pour la mise en accessibilité PMR dans un bâtiment ERP.

Bâtiment ERP soumis au décret Tertiaire :

- Nature de l'exploitation : L et W
- Catégorie : 5

D. Liste des lots

Lot n°1 PLATRERIE - PEINTURE - REVETEMENTS DE SOL ET MURAL - DIVERS

Lot n°2 ELECTRICITE – CFO / CFA

Lot n°3 PLOMBERIE

Lot n°4 MENUISERIES – SERRURERIES

Lot n°5 VOIRIES ET RESEAUX DIVERS

II. MARCHE – DESCRIPTION

A. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent cahier des clauses particulières est commun à tous les lots et ses annexes, et ne peut, en tout état de cause, être dissocié de ces documents. Dans le cas de manque de concordance entre ces divers documents, les descriptifs particuliers à chaque corps d'état ont priorité sur ce cahier.

1. Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de la signature de l'acte d'engagement, Cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de travaux (CCTG) dans sa dernière version. L'ensemble de la réglementation, normes et DTU en vigueur.

2. Dévolution du marché

Le marché sera traité en lots séparés en et à prix global et forfaitaire. Chaque entrepreneur devra impérativement se reporter au C.C.T.P. des autres corps d'états pour définir ses limites de prestations et ne pourra se prévaloir d'aucun supplément pour parachever son ouvrage en assurant les problèmes d'interface.

Celui-ci doit être déterminé conformément aux programme travaux d'appel d'offres de la maîtrise d'œuvre et aux indications du présent document. L'entrepreneur ne pourra ignorer les prestations des autres corps d'état dont les travaux sont exécutés en liaison avec les siens.

3. Caractéristiques de la description des ouvrages

Les descriptions des ouvrages sont rédigées en accord avec les documents techniques suivants :

- Les fascicules du Cahier des Clauses Techniques Générale (C.C.T.G.).
- Les Cahiers des Charges, règle de calcul, et Documents Techniques Unifiés (D.T.U.) établis par le C.S.T.B à défaut du C.C.T.G.
- Les Avis Techniques du C.S.T.B. et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis.
- Les règles de l'A.P.S.A.D.
- Les Agréments Ministériels pour les composants, les prescriptions du R.E.E.F. et du C.S.T.B.
- Les normes françaises de Afnor et les normes européennes.
- Les Eurocodes.
- Les règles de l'Art.
- Éventuellement les ATEC, ATX ou ETN
- Les règles Professionnelles.
- Le Code du Travail et toutes ses annexes.
- Le Code de l'Urbanisme.
- Le Code de la Construction et de l'Habitation.
- Le code de l'environnement
- Les prescriptions des fabricants.
- Le Règlement Sanitaire Départemental.
- Les Règlements de Sécurité contre les risques d'incendie.
- Les attestations de fonctionnement de l'AQC,
- Les Règlements Administratifs particuliers : La Poste, compagnies concessionnaires (ENEDIS, GRDF, opérateur téléphoniques ...)
- Les recommandations professionnelles propres à chaque lot.
- Les directives U.E.A.T.C.
- Loi du 11 février 2005 relatif à l'accessibilité des personnes handicapées
- La réglementation thermique.
- La réglementation acoustique.
- La réglementation sismique.

Tous ces documents sont impérativement applicables aux travaux visés par le présent CCTP sans qu'il ne soit nécessaire de les énumérer ou de les préciser à nouveau dans les différents chapitres visant particulièrement un corps d'état. Bien que non matériellement joints au marché, ils sont réputés connus de toutes les entreprises et comme tels, contractuels.

Pour les articles qui pourraient comporter des indications opposées à celles de normes citées, sans qu'aucune spécification expresse de l'architecte ou des ingénieurs conseils ait été faite, l'entrepreneur devra toujours se référer à ces dernières. Tout changement imposé par le Contrôleur Technique, à quel moment que ce soit, ne pourra changer en rien le prix de la soumission de l'entrepreneur.

Il est donc conseillé à l'entrepreneur de se mettre en rapport avec le Contrôleur Technique désigné par le maître de l'ouvrage, pour mettre au point, avant toute exécution, toutes questions qui pourraient être cause de litiges par la suite. En conséquence, l'entrepreneur ne pourra jamais arguer que des erreurs ou omissions aux plans et à la description des ouvrages puissent le dispenser d'exécuter tous les travaux de son corps d'état ou fasse l'objet d'une demande de supplément sur les prix.

L'entrepreneur sera tenu d'étudier, avant tout commencement d'exécution tous les documents graphiques remis par l'Architecte ou les ingénieurs conseils pour l'exécution des ouvrages. Il devra signaler à l'architecte les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation, l'usage auquel ils sont destinés et l'observation des règles de l'Art.

4. Étude et lecture du CCTP

Le CCTP a pour but de renseigner l'entrepreneur sur la nature des travaux à exécuter. Les indications n'ont pas un caractère limitatif. Dans le cadre du marché forfaitaire arrêté, l'entrepreneur doit l'intégralité des travaux

impératif à l'achèvement complet des ouvrages et au fonctionnement parfait des équipements sans exception, ni réserve, sont également indispensables, ceux satisfaisant aux exigences de la réglementation en vigueur, même si le CCTP ne les décrit pas ou si les indications (cotes ou autres) portées au CCTP ou aux documents graphiques doivent, pour atteindre ce résultat, présenter des modifications. Le CCTP et les documents graphiques se complètent réciproquement. L'entrepreneur devra donc réaliser les travaux indispensables à l'achèvement des ouvrages en accord avec le maître d'Œuvre. L'entrepreneur est tenu de d'informer par écrit la maîtrise d'œuvre, toutes difficultés d'interprétation ou toutes discordances éventuellement rencontrées entre le CCTP et les documents graphiques d'une part, entre ces mêmes documents et les prescriptions des règlements ou particularités des ouvrages à exécuter d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation). Les ouvrages pour lesquels certaines dispositions des documents graphiques et du CCTP pourraient soulever des divergences d'interprétations d'ordre technique ou architectural, seraient exécutés conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre sans entraîner de modifications du prix global forfaitaire du marché. Tout ouvrage propre aux documents graphiques et non décrit dans le présent CCTP est formellement dû et vice-versa. L'entrepreneur a pour obligation d'étudier et de lire, dans son intégralité, le CCTP et l'ensemble des documents du dossier.

5. *Ouvrages explicitement décrits*

Le CCTP définit l'essentiel des ouvrages à exécuter par l'entrepreneur. Tous les détails de construction et ouvrages complémentaires nécessaires à la finition des ouvrages sont dus par l'entrepreneur et font partie intégrale du prix global.

6. *Ouvrages implicitement compris*

Le CCTP de chacun des lots définit les ouvrages et les prestations dus par l'entrepreneur dans le cadre du lot considéré. La mention "fourniture et mise en œuvre de ..." et la mention "dû au titre du présent lot" seront implicitement sous-entendue en l'absence de toute mention contraire. L'entrepreneur doit à sa charge et à ses frais tous les ouvrages et prestations nécessaires au complet achèvement de l'ouvrage.

7. *Agrément des fournitures - échantillons - prototypes d'essai*

La description des ouvrages prescrit des fournitures et matériels en donnant des références précises (marque, type, référence, etc.). L'entrepreneur doit obligatoirement répondre avec le matériel prescrit. Cependant, il peut proposer à l'agrément du Maître d'Œuvre, une variante à ces matériels. Dans ce cas, l'entreprise devra proposer des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalents à ceux énoncés au CCTP. Il doit obligatoirement présenter l'échantillon prescrit par le Maître d'Œuvre accompagné de sa fiche technique ainsi que l'échantillon variante proposé avec sa fiche technique. Pendant le déroulement du chantier, si l'entrepreneur désire proposer une marque et référence différentes de celle prévue au marché, il devra obligatoirement présenter l'échantillon prescrit au marché, accompagné de sa fiche technique ainsi que l'échantillon variante proposé et sa fiche technique. Dans les deux cas, le Maître d'Œuvre examinera la qualité de la variante avec le Maître d'ouvrage et se prononcera à la suite, sur l'acceptation ou le refus de la variante.

Tout matériel mis en œuvre qui ne correspondrait pas au matériel prescrit ou qui n'aurait pas fait l'objet d'un agrément préalable du Maître d'Œuvre sera refusé et devra être changé, à la charge de l'entrepreneur. Le Maître d'Œuvre pourra également exiger tous les échantillons complémentaires nécessaires au choix des matériaux, et à la mise au point des ensembles entrant dans la réalisation du projet et aux contrôles et essais.

Les échantillons pourront être soumis à la demande du Maître d'ouvrage et du Maître d'Œuvre ou du Contrôleur Technique à des essais dans le but de déterminer leur résistance, leur tenue aux agents atmosphériques, leur durabilité dans le temps, leur compatibilité avec d'autres matériaux. En outre, l'entrepreneur devra effectuer toutes les applications d'essai et fournir tous les échantillons permettant au Maître d'Œuvre de faire les choix esthétiques (coloris, aspect, formes, ...). De plus, des prototypes permettront d'apprécier l'aspect fini des ouvrages proposés. Chaque fois qu'un classement coupe-feu, pare-flamme, phonique ou d'usage sera demandé pour un matériau, l'entrepreneur fournira au Maître d'Œuvre trois exemplaires du procès-verbal d'essais du matériau par le C.S.T.B. ou autre laboratoire agréé.

Tous matériaux défectueux ou dont la mise en œuvre n'est pas satisfaisante, peuvent être refusés par le Maître d'œuvre. L'entrepreneur s'engage à les retirer ou à les démolir à ses frais dans les délais qui lui sont prescrits.

8. Vérification des cotes

Pour l'exécution des travaux, aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les documents. Avant tout début d'exécution, l'entrepreneur sera tenu de vérifier toutes les cotes portées sur les plans et de s'assurer de leurs concordances entre les différents niveaux et le CCTP, de se garantir sur place de la possibilité de respecter les cotes données et de signaler à la maîtrise d'œuvre, erreurs ou omissions qui pourraient être constatées. De la même façon, il signalera les dispositions qui ne lui paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation ou l'usage auquel les ouvrages sont destinés. S'il y a lieu, la maîtrise d'œuvre examinera les mises au point ou rectifications nécessaires. L'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, modifier de son propre gré, le projet. Les dimensionnements portés sur les documents graphiques ne devront être changés sans l'accord de la maîtrise d'œuvre que cette modification soit nécessitée par une erreur de dimensionnement primitif ou une mise au point ultérieure.

9. Vérification des pièces écrites

Tout entrepreneur admet sa parfaite connaissance du projet par le seul fait de soumissionner. Non seulement il doit connaître les pièces contractuelles de son propre corps d'état, mais également tous les documents ayant une incidence sur son propre lot. Les devis descriptifs qui ne lui auraient pas été remis intégralement, peuvent à tout moment être consultés au bureau de la maîtrise d'œuvre.

Après examen, il doit nécessairement signaler à la maîtrise d'œuvre tout élément susceptible d'exercer une influence sur l'établissement du projet définitif, faute de quoi il sera réputé s'être engagé à subvenir à toutes prestations de son domaine d'activité, obligatoires à la perfection de l'achèvement de l'œuvre même si celles-ci ne sont pas explicitement décrites ou dessinées. Il doit proposer également, en temps utile, à la maîtrise d'œuvre toutes modifications aux dispositions du projet qui permettraient d'améliorer la qualité des travaux de sa profession ou de l'ensemble du bâtiment, sans que le prix forfaitaire soit modifié par une augmentation.

Dans le cas où les clauses du devis descriptif différeraient aux plans, notamment dans la spécification des dimensions, l'entrepreneur sera nécessairement tenu d'envisager la solution la plus onéreuse. Il ne pourra prétendre à aucun supplément en s'appuyant sur le fait que des ouvrages mentionnés sur les plans et sur le CCTP pourraient se présenter inexacts, incomplets ou contradictoires après la remise de son offre.

B. DOCUMENTS A FOURNIR

1. Avant le démarrage des travaux

D'après les documents techniques fournis par le Maître d'Ouvrage (DPGF, CCTP et PLANS), l'entreprise doit établir tous plans d'exécution complémentaires. Ces plans d'exécution résultent des choix technologiques définitifs, au moment de la signature des marchés et avenants, ainsi que des méthodes propres à l'entreprise. Elle doit notamment toute adaptation des plans de projet.

Avant mise en œuvre, l'Entrepreneur présentera au Maître d'œuvre, pour chaque revêtement, une ou plusieurs maquettes exécutées sur place, de chaque revêtement prescrit dans le présent CCTP. Ces maquettes seront exécutées indépendamment de la réalisation de locaux témoins ; elles resteront à demeure sur le chantier, dans le local de la présentation générale prévu à cet effet, jusqu'à la réception des travaux. A noter que les maquettes seront réalisées avec des mélanges éventuels des teintes retenues et présentées en début de chantier par le Maître d'œuvre.

Au moment du démarrage de chantier, l'entreprise fournira :

- Photocopies des PV de conformité aux normes et aux règlements.
- Les instruments de mesure.
- Les prototypes et échantillons.
- Plans d'exécution des ouvrages.

Avant mise en œuvre, l'Entreprise doit présenter un ou plusieurs prototypes des ouvrages répétitifs. Ces prototypes sont demandés par le Maître d'Œuvre en fonction du planning d'avancement des travaux. Ils sont soumis au Maître d'œuvre pour examen et, éventuellement, pour confirmation des performances. La mise en œuvre ne pourra être entreprise qu'après signification d'un accord écrit.

2. En cours de chantier

Après accord du Maître d'Œuvre au sujet des pré prototypes et échantillons présentés, fourniture au Maître d'œuvre et au Bureau de Contrôle, pour visa dans le cadre du calendrier des études, série complète des plans d'exécution, y compris tous plans complémentaires :

- Plans d'atelier et de chantier.
- Plans de détails relatifs aux fixations (réservations, incorporations d'inserts au coulage, etc.).
- Notices techniques caractéristiques des matériaux et matériels.
- Photocopie des PV de conformité aux normes et aux textes législatifs.
- Échantillons des matériaux.
- Les plans de calepinage définitifs.

L'Entrepreneur s'informerait auprès du Maître d'Œuvre des différents essais prescrits et remettra les résultats à des dates qui lui seront imposées.

3. Dossier des ouvrages exécutés

En fin de chantier, et avant la réception, l'entrepreneur devra fournir à :

- La Maîtrise d'œuvre, un exemplaire papier et informatique pour approbation des plans des ouvrages exécutés, et après approbation, un exemplaire clef USB (fichiers libres de copie),
- Au maître d'ouvrage, un exemplaire sur CD-ROM ou clef USB (fichiers libres de copie) et cinq exemplaires papier dont un reproductible, au plus tard un mois après l'opération préalable de réception (OPR) ou la réception définitive.

les documents suivant :

- La liste des produits (matériaux comme matériels) mis en œuvre avec leurs références, pour tous les lots afin de permettre au Maître d'ouvrage d'assurer facilement la maintenance.
- Les notices techniques des matériels, notices d'utilisation et d'entretien permettant au Maître d'ouvrage une bonne exploitation des bâtiments.
- Tous les documents plans des ouvrages exécutés devront obligatoirement être établis sur AUTOCAD au format DWG. Les documents écrits, note de calculs, notice de fonctionnement constructeur et installateur seront obligatoirement en format PDF.

III. ORGANISATION DE CHANTIER

A. Reconnaissance des lieux - prise de connaissance du projet

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur la possibilité de faire une visite préalable sur site avant la remise de son offre. L'entrepreneur devra se rendre compte sur place des difficultés d'exécution des travaux et de stationnement du matériel, se conformer au plan de stockage de matériel affiché sur le chantier en fonction de l'avancement des travaux et prendre toutes précautions contre d'éventuelles dégradations du matériel stocké, la récupérabilité dudit matériel lui incombant.

B. Travaux en site occupé

L'entreprise tiendra compte dans son offre que les travaux seront réalisés en site occupé. Les travaux devront gêner au minimum les utilisateurs. Pour la réalisation des travaux bruyants ainsi que les approvisionnements de matériaux et évacuation des déchets il conviendra de s'accorder avec les utilisateurs sur les possibilités d'exécutions.

Une organisation spécifique sera mise en place par l'ensemble des entrepreneurs (affichage, balisage, etc.). Chacun des intervenants sur le chantier devra clairement être identifiable (badge, tenue de l'entreprise, etc.).

Les cheminements empruntés par les entreprises devront être protégés par des films polyane pendant toute la durée de l'opération. L'entreprise en charge des travaux devra intégrer dans la prix la mise en place des films polyane.

C. Travaux à proximité des voiries publiques

Les travaux effectués au voisinage des voies publiques en service seront soumis aux impératifs fixés par le concessionnaire de ces voies (Dispositions de sécurité, planning imposé par le concessionnaire, etc. ...). En particulier, toutes dispositions devront être prises afin d'éviter la chute accidentelle de matériaux ou de coulure sur les voies inférieures. Les sujétions liées aux arrêtés préfectoraux font partie de l'entreprise. La mise en place des restrictions de voies sur les autres voies publiques sera assurée en totalité par l'entreprise dans les conditions fixées aux arrêtés correspondants et sous le contrôle du maître d'œuvre. L'ensemble des sujétions liées à la présence des voies publiques est réputé inclus dans les prix du marché.

D. Réunion de chantier

Les rendez-vous de chantier auront lieu au moins une fois par semaine, aux jours et heures fixés par l'équipe de maîtrise d'œuvre. Chacun des entrepreneurs y compris les sous-traitants devra obligatoirement être représenté à ces rendez-vous, s'il y est convoqué. Les entreprises ne pourront se faire représenter qu'avec l'accord du Maître d'œuvre. Leur représentant qualifié devra posséder les connaissances nécessaires et disposer des pouvoirs lui permettant de prendre au nom et à la place de l'entreprise toutes dispositions d'ordre technique ou financier. Le Maître d'œuvre se réserve le droit du choix du représentant de l'entreprise responsable du chantier. L'absence d'une entreprise aux réunions de chantier ou son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées entraîne la responsabilité pleine et entière de celle-ci pour les malfaçons ou erreurs qui résulteraient de cette défaillance. La ponctualité sera exigée aux réunions de chantier, dans l'intérêt des participants.

Un compte-rendu de la réunion sera dressé et communiqué par le maître d'œuvre aux différents intervenants. En cas de désaccord sur sa teneur des observations devront être faites par écrit dans un délai de 5 jours suivant la réception du compte-rendu. Après liquidation des observations, le compte-rendu sera réputé approuver sans réserve.

E. Plans d'exécution - études techniques

Le maître d'œuvre est chargé d'une mission de base sans les études d'exécution. Les études d'exécution pour tous les lots et les plans d'Ateliers et de Chantier sont à la charge des entreprises. Les plans joints à la consultation sont des plans de principe.

Les études d'exécution devront notamment valider les dimensions, les formes géométriques et les positions des pièces, compte tenu des dimensions du cadre et du panneau, des tolérances admissibles et dilatations envisageables. Ces études d'exécution devront en outre permettre de déterminer et d'identifier sur les 3 axes (x, y et z) les surfaces de contact et les jeux entre les pièces mises en œuvre dans les cas les plus défavorables.

L'entrepreneur ne pourra porter de lui-même aucun changement aux dispositions contractuelles sans l'accord écrit du maître d'œuvre. Toute demande de modification sera transmise au maître d'œuvre. Elle devra être écrite et accompagnée d'une partie économique précisant l'incidence sur le coût de l'ouvrage concerné. D'une façon générale, un ouvrage modifié pour des convenances d'exécution ne pourra coûter plus cher que l'ouvrage initialement projeté. En cas de modification acceptée, tous les documents existants visés ou non, de même que les notes de calculs correspondantes, devront être immédiatement modifiés et visés pour mise en conformité, et ceci avant exécution des modifications. Avant toute exécution, le Titulaire doit notamment procéder à la vérification des cotes de tous les plans cités et signaler au maître d'œuvre, les erreurs ou omissions qui pourraient s'y trouver.

Pour l'ensemble des lots techniques, l'entrepreneur doit vérifier et assurer la compatibilité du projet avec la réglementation en vigueur. L'entrepreneur doit s'assurer que les conditions réglementaires sont respectées avant signature des marchés, faute de quoi toutes les adaptations, nécessaires seront obligatoirement dues dans le cadre du forfait du marché.

F. Plans d'atelier et de chantier

Tous les entrepreneurs sont soumis à la présentation des documents graphiques concernant les installations ou ouvrages mis en œuvre. Ces documents seront fournis en nombre d'exemplaires suffisants autant de fois que cela s'avérera nécessaire pour demander l'avis de l'architecte, du Contrôleur Technique et des bureaux d'études.

G. Direction de l'exécution des contrats de travaux

La Direction de l'Exécution des Travaux sera réalisée par la société DECHANET Facility.

H. Livraison et stockage

Tout entrepreneur doit le transport à pied d'œuvre et le stockage sur le chantier de tous les matériaux et matériels nécessaires à la réalisation des travaux de son corps d'état. Le transport à pied d'œuvre inclus manutentions, appareils de levage, coltinages nécessaires, emballages, protections, installations en cours de transport, de chargement et de déchargement. Les matériaux approvisionnés ne peuvent être retirés pour être employés sur un autre chantier. Le stockage sur chantier (conformément au plan d'installation) comprend installations nécessaires, protections en cours du chantier, nettoyages de chantier avec enlèvement des emballages et déchets aux décharges. L'entrepreneur reste responsable de toutes dégradations et détournements de ses approvisionnements.

Les livraisons, approvisionnement et manutentions devront être réalisés en prenant en compte les travaux en site occupé et ne devront en aucun cas gêner les occupants, l'ensemble devra être réalisé après l'accord du Maître d'œuvre.

En cas de gêne à la réalisation des ouvrages, le stockage des matériaux doit être évacué par l'entrepreneur sur simple injonction de la Maîtrise d'œuvre, sans rémunération complémentaire. En cas de non-respect de cette injonction, le Maître d'Ouvrage pourra trente jours suivant la mise en demeure, procéder à l'enlèvement des matériaux entreposés dans les locaux, sans poursuites, réclamations ou contestations de la part de l'entrepreneur et à ses frais exclusifs. Aucune indemnité ne sera allouée à l'entreprise pour les déménagements.

IV. GESTION DES DECHETS

Les entrepreneurs assureront la gestion de leurs propres déchets de chantier, soit par la mise en place de benne sur le chantier compris remplacement et évacuation au temps de fois que nécessaire, soit par une récupération quotidienne des déchets pour un traitement dans les locaux de l'entreprise, conformément aux lois, décrets et directives en vigueur.

Depuis le 1er juillet 2002, les centres de stockage ne seront autorisés à accueillir que des déchets ultimes. Les entreprises devront recycler les déchets au maximum. Le transport et le traitement de tous les matériaux déposés ou démolis seront groupés par type de matériaux et feront l'objet d'un bordereau de suivi.

Les prix unitaires des postes du DPGF devront intégrer la gestion des déchets.

A. Déchets dangereux / déchets industriels spéciaux

Tri, traitement et évacuation dans un centre de stockage type ISDD (Installation de stockage de déchet dangereux). Type de déchets, donné à titre indicatif : Bois traités avec des produits toxiques, amiante friable, peinture et vernis, solvants, colles, huiles, produits bitumineux.

B. Déchet non dangereux non inerte / déchets industriels banals DIB

Tri, valorisation ou incinération et évacuation dans un centre de stockage type ISDND (Installation de stockage de déchet non dangereux) et recyclage. Type de déchets, donné à titre indicatif : béton cellulaire, fers à béton, métaux, plastiques et pvc, polystyrène, caoutchouc, moquettes, bois non traités, plaques de plâtre.

C. Déchets inertes

Tri, valorisation et évacuation dans un centre de stockage type ISDI (Installation de stockage de déchet inerte) et recyclage. Type de déchets, donné à titre indicatif : terres et matériaux de terrassement, béton armé et non armé, pierres, parpaings, verres ordinaires, briques, carrelages, faïences, terre cuite et ardoises.

V. NETTOYAGE EN COURS ET FIN DE CHANTIER

A. En cours de travaux

Chaque Entrepreneur est tenu, en propre, de ramasser, manutentionner et enlever ses propres gravas et ceci au fur et à mesure de leur production et doit procéder au nettoyage, à la réparation et à la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.

Dans le cas où des rappels verbaux resteraient sans effet, la maîtrise d'œuvre pourra faire exécuter, trois jours après une mise en demeure avec accusé de réception, un nettoyage sur l'emprise considérée, par une entreprise de son choix aux frais de l'Entrepreneur concerné, qui s'engage par le présent document à les régler, ou à défaut qui viendrait en déduction de son décompte travaux et réglé directement par la maîtrise d'œuvre.

L'enlèvement des gravois se fera avec les protections nécessaires vis-à-vis du public. Les nettoyages, avant réception, sont exécutés par l'entrepreneur du lot concerné. Les nettoyages, durant le cours des travaux, sont exécutés par chaque entrepreneur concerné, autant de fois qu'il est nécessaire ou sur simple demande de la maîtrise d'œuvre.

Tous matériaux ou matériels abandonnés par les Entrepreneurs sur le chantier en dehors des points et des périodes d'utilisation sont considérés comme des gravois. Les Entrepreneurs ne pourront déposer aucune plainte, ni ne demander aucune indemnité du fait de l'enlèvement de ces matériels et matériaux abandonnés et enlevés par des équipes de nettoyage.

B. En fin de chantier

Le nettoyage fin de chantier est à la charge du lot concerné par les travaux. Celui-ci se déroulera en deux phases :

- Une première phase avant la réception.
- Une deuxième phase avant la livraison finale du bâtiment.

Ces nettoyages pourront être déclencher au coup par coup. Ces nettoyages sont des nettoyages de mise à disposition. En aucun cas, les entrepreneurs ne devront s'abstenir de nettoyer leur zone de travail après chaque intervention. En cas de litiges entre deux entrepreneurs, seul le maître d'œuvre aura le pouvoir de décision.

VI. CONTROLE - RECEPTION - LIVRAISON DES OUVRAGES

A. CONTROLE RELATIF AUX ESSAIS ET VERIFICATIONS DE FONCTIONNEMENT DES INSTALLATIONS EFFECTUEES

Le contrôle interne auquel est assujetti l'entrepreneur doit être réalisé à différents niveaux :

1. Contrôles des normes

Les contrôles et vérifications sont effectués conformément aux méthodes indiquées dans les ouvrages et DTU publiés de l'Association Française de Normalisation. A la livraison, le contrôle porte sur l'origine, le classement, l'épaisseur et les Normes des matériaux afin de s'assurer qu'ils sont conformes au présent devis descriptif et aux échantillons agréés. A la mise en œuvre des matériaux, les contrôles permettent de s'assurer que les règles d'exécution de DTU ont été observées.

2. Contrôles techniques

Afin de prévenir les aléas techniques découlant d'un mauvais fonctionnement des installations, l'entrepreneur devra effectuer au minimum, avant réception, les attestations de fonctionnement dans la mesure où ils s'appliquent aux installations concernées. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui devront être envoyés pour examen au Contrôleur Technique en deux exemplaires. Le Contrôleur Technique adressera au Maître d'Ouvrage, avant la réception des travaux, un rapport explicitant les avis portant sur les procès- verbaux mentionnés ci-dessus.

3. Contrôle interne des entreprises

Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition, l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché.

Au niveau du stockage, l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées.

Au niveau de l'interférence entre corps d'états, l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution que les ouvrages à réaliser et à exécuter par d'autres corps d'états permettent une bonne réalisation de ses propres prestations.

Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre, le responsable des contrôles internes de l'entrepreneur vérifiera que la réalisation est faite conformément aux normes DTU ou Règles de l'Art.

Au niveau des essais, l'entrepreneur réalisera les vérifications imposées par les normes, DTU et règles professionnelles ainsi qu'essais supplémentaires exigés par les pièces écrites conformément à l'article 2.1.8 du présent lot.

4. Procès-verbaux d'essais et justificatifs

L'entrepreneur fournira les PV d'essai de tous les matériaux et ouvrages pour lesquels des performances acoustiques sont requises, soit par réglementation, soit par le CCTP (inclus notamment l'isolement aux bruits d'impact et le coefficient d'absorption). Ces PV d'essai seront réalisés conformément aux normes françaises en vigueur. Les PV d'essai en laboratoire devront être récents (de moins de trois ans).

L'entrepreneur fournira les PV d'essai, en cours de validité, de tous les matériaux, matériels et ouvrages pour lesquels un degré de résistance au feu ou de comportement de réaction au feu est exigé, soit par réglementations et normes de sécurité, soit par le CCTP ou éventuellement le rapport sécurité incendie établi par le bureau de contrôle.

L'entrepreneur justifiera par tout moyen reconnu que les PV d'essai correspondent à ses ouvrages exécutés, ainsi qu'aux matériaux et matériels utilisés.

5. Réception des supports

Chaque entrepreneur retenu dans le cadre des marchés aura à sa charge la réception des supports qu'il doit traiter. Cette réception se fera en contradiction entre les entrepreneurs concernés. Un PV de réception sera signé par les deux parties et par le maître d'œuvre. Si la qualité du support n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, il lui appartient de le signaler, par écrit à la Maîtrise d'œuvre, qui décide des mesures à prendre. Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des supports étant déduits du compte de l'entreprise défaillante. Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage de la Maîtrise d'œuvre. L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, ipso facto, l'acceptation des supports et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

En aucun cas, après réception, l'entreprise pourra se prévaloir de travaux supplémentaires incombant à un problème de support.

6. Vérifications des travaux

En vue de vérifier la qualité des matériaux, tout entrepreneur doit satisfaire aux essais complémentaires que le Maître d'œuvre lui demanderait durant ou après l'exécution des travaux. Afin de prévenir les aléas techniques pouvant découler d'un mauvais fonctionnement des installations, les entreprises doivent effectuer avant réception les essais et vérifications. Les résultats de ces vérifications et essais devront être consignés dans des procès-verbaux qui seront envoyés en deux exemplaires, pour examen, au bureau de contrôle qui pourrait être missionné. Les entreprises devront communiquer au bureau de contrôle les renseignements suivants :

- Nom de la personne chargée des vérifications techniques, notamment sur le chantier.
- Liste des vérifications envisagées pour s'assurer de la bonne exécution de chacun des ouvrages.
- Formalisation de ces vérifications, permettant de s'assurer qu'elles sont effectuées de manière satisfaisante.

VII. OBLIGATIONS DES ENTREPRISES

A. Conformité à la réglementation

D'une manière générale, les entreprises devront respecter les différents documents techniques, administratifs, etc.... régissant les travaux de bâtiment. Ils ne pourront prétendre à aucune modification de prix de leur marché.

B. Constatations

En aucun cas les entreprises ne pourront arguer de l'imprécision des plans, descriptifs et documents annexes et d'omissions éventuelles pour refuser dans le cadre et les conditions du marché, toute ou partie des ouvrages nécessaires au complet achèvement et à la parfaite utilisation des installations. Il leur appartient donc d'apprécier l'importance et la nature des travaux à effectuer et de suppléer par leurs connaissances professionnelles aux détails dont l'emplacement, la nature et la qualité seraient prévus dans une réalisation normale de travaux.

C. Obligations des résultats

L'Entrepreneur exécute, comme étant inclus dans son prix, tous les travaux nécessaires au parfait achèvement des ouvrages complets de la description des ouvrages, dans le respect de l'obligation de résultat définie dans le présent dossier, et en coordination avec l'ensemble des entreprises titulaires des marchés dont les ouvrages viennent en interface avec les ouvrages décrits ci-après.

L'obligation de résultat est définie par le présent document. Pour la réalisation de ces ouvrages, l'Entrepreneur est tenu de respecter les dispositions techniques, géométriques et architecturales définies dans les chapitres "Prescriptions générales et particulières" et "Description des ouvrages" du présent document, dans ses annexes et dans les plans. Les techniques et travaux nécessaires à l'achèvement parfait des ouvrages et dont la définition est omise dans le dossier, sont mis en œuvre par l'Entrepreneur dans le respect des obligations de résultat et des normes en vigueur. Les plans joints au dossier marché représentent graphiquement les principes constructifs, structurels et architecturaux, en complément au présent document. Ils constituent la définition architecturale des éléments des ouvrages, à laquelle l'Entrepreneur est tenu de se conformer : paramètres géométriques, formes et dimensions, continuités et alignements, aspect des parties visibles. Ces plans sont des plans guides et ne font pas office de plans d'exécution. Les définitions techniques détaillées qu'ils contiennent et qui vont au-delà des principes exposés dans les chapitres "Description des ouvrages" ne sont qu'indicatives.

L'Entrepreneur du présent lot doit se reporter impérativement aux pièces générales du marché et ses annexes et aux documents particuliers de chacun des lots, et en avoir une parfaite connaissance.

D. Traitement des déchets

L'entrepreneur devra prévoir dans l'évaluation des marchés, les coûts engendrés par l'évacuation réglementaire des déchets de chantier (déchets inertes, déchets ménagers et assimilés, déchets dangereux), sous peine de sanctions pénales et civiles, conformément à la Loi du 17 juin 1994 relative à la prévention et la gestion des déchets.

Ce poste comprend le triage, la valorisation et le transport aux centres de stockage. Le brûlage à l'air libre sur le chantier est interdit.

Conformément au décret n°2021-345 du 30 mars 2021 et aux dispositions du nouvel article D. 541-48-1 en vigueur au 1er juillet 2021, l'entreprise devra indiquer une mention "déchet" comprenant :

- une estimation de la quantité totale de déchets produits par l'entreprise pendant le chantier;
- les modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets, et notamment l'effort de tri réalisé sur le chantier et la nature des déchets pour lesquels une collecte séparée est prévue;
- le ou les points de collecte où l'entreprise prévoit de déposer les déchets issus du chantier, identifiés par leur raison sociale, leur adresse et le type d'installation;
- une estimation des coûts associés aux modalités de gestion et d'enlèvement de ces déchets

L'entreprise devra également fournir un bordereau de dépôt des déchets

E. Protection des ouvrages

Chaque entrepreneur est tenu de protéger ses ouvrages. Tous les frais entraînés par la suite de dégradations ou détournements seront supportés intégralement par l'entrepreneur défaillant. Tous les éléments utilisés pour la construction, installation ou équipement quelconque (sauf fers à béton, métaux non ferreux ou métallisés) seront livrés sur chantier, revêtus, après nettoyage et brossage, sur toutes leurs parties, au minimum d'une couche de peinture ou de produit approprié qui constituera une protection efficace et durable contre l'humidité et l'oxydation. La peinture ou le produit employé devra être compatible avec la peinture éventuelle définitive et être préalablement soumis à l'agrément de la Maîtrise d'œuvre. En cas d'absence d'agrément, de protection insuffisante, de détérioration à l'exécution de la peinture définitive, ou de non-conformité, la Maîtrise d'œuvre pourra sans supplément de prix, imposer l'exécution d'une couche supplémentaire ou une reprise complète. Les matériaux de protection utilisés seront retirés et évacués par les soins de l'entrepreneur, selon les besoins et au plus tard en fin de chantier.

F. Entretien et réception des ouvrages

En fin de chantier, l'entrepreneur procédera à la vérification complète de ses ouvrages et exécutera tous les travaux nécessaires afin que ceux-ci soient livrés en parfait état de fonctionnement, de finition et de propreté. L'entrepreneur donnera à ses ouvrages les jeux nécessaires pour en assurer le bon fonctionnement, jusqu'à réception et chaque fois que cela s'imposera. Durant la période de garantie contractuelle, l'entrepreneur devra procéder à l'entretien de ses ouvrages, donner les jeux nécessaires et assurer le remplacement de tout ou partie d'ouvrage jugé défectueux. Tous les frais de raccords, de réfection de remise en peinture et de nettoyage à la suite de la révision, l'entretien, la remise en état ou le remplacement de tout ou partie d'ouvrage sera également à la charge de l'entrepreneur, y compris durant la période de garantie contractuelle.

Du fait du contrat, l'entrepreneur est tenu de livrer l'objet de son travail. La réception sera unique. Un procès-verbal sera dressé et deviendra acte contradictoire par lequel le maître d'ouvrage donnera quitus à l'entrepreneur de l'exécution de ses ouvrages.

VIII. GARANTIES

A. Garanties décennales

Elle s'applique pour tous les dommages qui :

- Soit compromettent la solidité du bâtiment.
- Soit affectent les éléments d'équipement rendant le bâtiment impropre à sa destination (usage normal).
- Soit affectent les éléments d'équipement "indissociables" (faisant indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert. Un élément d'équipement est considéré comme formant indissociablement corps avec l'un des ouvrages mentionnés précédemment lorsque sa dépose, son démontage ou son remplacement ne peut s'effectuer sans détérioration ou enlèvement de matière de cet ouvrage.

La durée est de 10 ans à compter de la réception des travaux.

B. Garantie de parfait achèvement

La garantie de parfait achèvement s'étend à tous les désordres apparents signalés par le Maître d'Ouvrage lors de la réception de travaux.

La durée est de 1 an à compter de la réception des travaux sans réserve, acceptée par le Maître d'Ouvrage.

IX. SECURITE ET CONTRAINTES SUR SITE

A. HYGIENE SECURITE PROTECTION DE LA SANTE ET CONDITION DE TRAVAIL

1. *Autorité du coordonnateur SPS*

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le Maître d'ouvrage et la Maîtrise d'œuvre sans délai, et par tous moyens, de toute violation par les intervenants, y compris les entrepreneurs, des mesures de coordination qu'il a définie,

ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s) menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S. doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou une partie du chantier.

2. Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur S.P.S. a libre accès au chantier. L'entrepreneur communique directement au coordonnateur S.P.S. :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs.
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier.
- Dans les 5 jours qui suivent la notification du marché, les effectifs prévisionnels affectés au chantier.
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants quel que soit leur rang. Il tient à sa disposition leurs contrats.
- Tous les documents relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs demandés par le coordonnateur.
- La copie des déclarations d'accident du travail.

L'entrepreneur informe le coordonnateur S.P.S. :

- De toutes les réunions qu'il organise lorsqu'elles font intervenir plusieurs entrepreneurs et lui indique leur objet.
- De ses interventions au titre de la garantie de parfait achèvement.

L'entrepreneur donne suite, pendant toute la durée de l'exécution de ses prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S. Tout différent entre l'entrepreneur et le coordonnateur S.P.S. est soumis au maître d'ouvrage.

3. Obligations générales de l'entrepreneur

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, est tenu de prendre ou de faire prendre toutes dispositions afin d'assurer la sécurité du chantier, l'hygiène, la santé et la sécurité des travailleurs ainsi que la sécurité publique, en répondant à toutes les obligations mises à sa charge par les textes réglementaires en vigueur.

Spécialement, l'entrepreneur doit procéder aux épreuves et vérifications réglementaires du matériel qu'il utilise sur le chantier tels que les échafaudages garde-corps ou filets, engins de levage, installations électriques, etc., ou charger de ces vérifications, sous sa responsabilité, une personne ou un organisme compétant.

4. Ouvrages de protections collectives suivant p.g.c

Chaque entreprise doit inclure dans son offre les prestations concernant les ouvrages et mesures spécifiques de prévention et protection collective définis par le Plan Général de Coordination, ainsi que les ouvrages et mesures générales définis par le Code du Travail, l'inspection du travail, le Médecin du Travail, les recommandations des Organismes partenaires de la prévention : CRAM - OPPBTP - INRS - etc. L'entreprise titulaire, devra remettre au Coordonnateur de sécurité un plan particulier d'installation de chantier et de sécurité.

5. Responsabilités vis à vis des ouvriers et des tiers

Chaque entrepreneur, pour ce qui le concerne, doit exercer une surveillance continue sur le chantier à l'effet d'éviter tous accidents aux ouvriers travaillant sur le site, à quelque corps d'état qu'ils soient rattachés, ainsi qu'aux personnes employées à un titre quelconque sur le chantier. Chaque entrepreneur est responsable de tous les accidents ou dommages, qu'une faute dans l'exécution de ses travaux ou le fait de ses agents ou ouvriers peuvent causer à toutes personnes. Les dispositifs de sécurité mis en place par une entreprise ne peuvent être déplacés ou enlevés sans son accord exprès.

B. PLAN D'HYGIENE ET DE SECURITE

1. Plan général de coordination sécurité

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sera remis avant le début de la période de préparation et comprendra :

- Les renseignements d'ordre administratif intéressant le chantier.

- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur S.P.S.
- Les mesures de coordination prises par le coordonnateur S.P.S. et les sujétions qui en découlent, concernant notamment :
 - Les voies ou zones de déplacement ou de circulation horizontales ou verticales.
 - Les conditions de manutention des différents matériaux et matériels, en particulier pour ce qui concerne l'interférence des appareils de levage sur le chantier ou à proximité, ainsi que la limitation du recours aux manutentions manuelles.
- La délimitation et l'aménagement des zones de stockage et d'entreposage des différents matériaux, en particulier s'il s'agit de matières ou de substances dangereuses :
 - Les conditions de stockage, d'élimination ou d'évacuation des déchets et des décombres.
 - Les conditions d'enlèvement des matériaux dangereux utilisés.
 - L'utilisation des protections collectives, des accès provisoires et de l'installation électrique générale. - Les mesures prises en matière d'interactions sur le site.
- Les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.
- Les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité satisfaisant, notamment les dispositions prises par le maître d'ouvrage pour établir des conditions telles que les locaux destinés au personnel du chantier soient conformes aux prescriptions qui leur sont applicables en matière de sécurité, de santé et de conditions de travail.
- Les renseignements pratiques propres au lieu de l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière.
- Les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs ou travailleurs indépendants.

2. Plan particulier de sécurité

L'entreprise est tenue de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS. Cette obligation est applicable quel que soit l'entrepreneur qui exécute une tâche sur le chantier.

L'entrepreneur qui envisage de sous-traiter est tenu d'informer chacun de ses sous-traitants que, l'opération étant soumise à l'élaboration d'un PGC SPS, ils seront tenus de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé. Le(s) Plan(s) Particulier(s) de Sécurité et de Protection de la Santé doit (doivent) être remis au coordonnateur dans les délais fixés par la réglementation en vigueur. Les PPSPS sont remis au coordonnateur SPS dans le cas où l'opération est classée en 1re et 2e catégorie ainsi que dans le cas de travaux présentant des risques particuliers.

3. Sécurité des personnes

L'entrepreneur du lot concerné pour protéger la zone de travaux est tenu d'assurer la sécurité des personnes en visite sur le chantier. Il devra fournir en quantité suffisante les casques de chantier et prévoir toutes les protections nécessaires pour éviter tout accident sur ces personnes lors de leurs déplacements sur le chantier.

4. Sécurité collective

Conformément à la réglementation en vigueur concernant la sécurité des personnes (clôture complète du chantier), toutes les mesures de sécurité nécessaires à la protection des personnes extérieures à la réalisation du chantier (passants, visiteurs, etc.) ainsi que toutes personnes participant aux travaux devront être prévues à la charge de l'entrepreneur. Bien que la responsabilité de la Maîtrise d'œuvre ne puisse en aucun cas être mise en cause à ce titre, l'entrepreneur ne pourra refuser de compléter ou d'améliorer les mesures de protection déjà prises si elles sont jugées insuffisantes.

5. Protection du chantier

L'entrepreneur devra, pendant toute la durée du chantier, les protections d'ouvrages en cours de travaux. Les protections d'ouvrages concernent l'ensemble des existants et éléments déposés avant pose des ouvrages définitifs. L'entrepreneur doit garantir la parfaite étanchéité des zones en travaux, et ce, pendant toute la durée

des travaux, en cours de réalisation des ouvrages définitifs. Ces prestations de protection provisoire sont censées être inclus dans l'offre de l'entreprise.

L'entrepreneur devra protéger les constructions et ouvrages réalisées contre les dégâts qu'ils pourraient subir, notamment lié aux intempéries ou aux dégradations par un tiers, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage. L'entrepreneur doit garantir les matériaux, installations, outillages et ouvrages, des dégradations qu'ils pourraient subir notamment du fait des intempéries. Il devra réparer les dommages provenant du défaut de précautions, remettre en état ou remplacer à ses frais les constructions qui auraient été endommagées de ce fait.

Si les travaux venaient à être interrompus pour quelque cause que ce soit, l'entrepreneur devra protéger les constructions et ouvrages réalisées contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaires pour le Maître de l'Ouvrage. Les protections et remises en état concernent non limitativement, tous les ouvrages verticaux et horizontaux, les espaces verts, ...

X. FINANCIER

1. Situations mensuelles

Suivant les indications du CCAP et des compléments évoqués lors de la préparation de chantier.

2. Décompte définitif

Le règlement des décomptes définitifs ne pourra intervenir qu'après la réalisation des obligations contractuelles des entrepreneurs et :

- Attestations d'assurances de l'année en cours établi par la Compagnie d'assurance et non par le courtier.
- Dossier des ouvrages exécutés (DOE).
- L'obtention du quitus inhérent au compte prorata.

3. Frais de répétition - frais imputables à l'entrepreneur

L'équipe de maîtrise d'œuvre a pour mission de diriger des travaux avec comme interlocuteur des entreprises sérieuses et structurées, dans le cadre d'un planning général contractuel. Pour les cas éventuels ou les directives de la Maîtrise d'œuvre ne seraient pas exécutées en temps et en heure ou non suivies par manque d'encadrement de l'entreprise ou pour toute situation exigeant une répétition d'ordre, il sera prévu des pénalités permettant l'indemnisation de la Maîtrise d'œuvre par la Maîtrise d'ouvrage. Une indemnité ayant pour objet de permettre au maître d'ouvrage de régler les honoraires supplémentaires dus à la maîtrise d'œuvre pour répéter sa mission ou la prolonger dans les mêmes conditions économiques que celles prévues à son contrat, est due par l'entrepreneur fautif.

XI. DONNEES DU SITE – CLASSIFICATION

A. Sécurité incendie

Suivant la sécurité incendie, le projet est classé en type L et W de 5ème catégorie.